conséquences économiques sur l'Algérie

- un effondrement des recettes d'exportation des hydrocarbures de 9% en 2014 et probablement plus de 40% en 2015 par rapport à l'année précédente ;

- une balance commerciale négative à raison de -7,1% du PIB en 2014 et -12% en 2015 ;

- une baisse du Fonds de régulation des recettes de 36% en 2014 et 34% en 2015, du fait d'un prélèvement destiné à financer les importations et équilibrer le budget de l'Etat ;

- un recul important des réserves de change qui passent de 194 milliards de dollars en 2013 à 179 milliards en 2014 et probablement moins de 150 milliards en 2015, correspondant à environ 35 mois d'importations ;

- et enfin une érosion actuelle du dinar par rapport au dollar d'environ 20%.

6- Quelle strategie adopter ?

La baisse des recettes des exportations d'hydrocarbures en 2014 a constitué une surprise pour le gouvernement algérien, avec peu d'incidence sur ses politiques de développement. Celle de 2015, qui se traduit déjà par une perte d'environ 40% des recettes prévues, et celle prévisible en 2016 si le prix du baril demeure le même, ont constitué un choc entraînant des mesures nécessaires.

Il faut peut-être rappeler que l'Algérie, à l'aube de cette crise qui risque de se prolonger, est caractérisée par :

- un PIB assuré à 27% par la rente pétrolière, 20% par les services marchands, 18% par l'administration publique, 10% par l'agriculture et seulement 5% par l'industrie ;

- un taux d'inflation qui est actuellement de 5,3% ;

- une population d'environ 40 millions d'habitants, pouvant atteindre 50 millions en 2030 ;

- une population active d'environ 12 millions, dont 58% dans le commerce et les services (avec 59% dans l'informel), 11% dans l'agriculture, 17% dans le bâtiment et les travaux publics et seulement 14% dans l'industrie ;

- un taux de chômage entre 10 et 11%, mais qui est en grande partie caractérisé par une grande précarité (emplois sociaux et temporaires à très faible productivité). Ce taux est estimé à 25% chez les jeunes universitaires ;

- une consommation énergétique qui a atteint 45 millions de tonnes équivalent pétrole et qui croît à raison de 5,4% par an pour tous les hydrocarbures, soit 8% pour les carburants, 7% pour le gaz naturel et 12% pour l'électricité. L'Algérie importe actuellement entre 2 et 2,5 millions de tonnes de produits pétroliers, soit 3 à 5 milliards de dollars, essentiellement des carburants pour pallier la consommation nationale ;

- une subvention directe budgétisée qui est prévue atteindre en 2016 : 12,4 milliards de dollars entre l'habitat (4,7), les familles et les produits de première nécessité (4,5) et la santé (3,2) ;

- et enfin une subvention indirecte non budgétisée qui sera de 15,3 milliards de dollars essentiellement pour l'énergie (carburants, gaz et électricité).

Le Fonds de régulation des recettes a permis jusqu'en 2014 et 2015 de faire face aux besoins et programmes budgétaires, mais dès 2016, son solde sera insuffisant.

Les réserves de change sont, elles aussi, mises en œuvre et permettent de faire face, en théorie, à 35 mois d'importation. Alors faut-il se contenter de compter sur ces réserves et espérer un redressement du baril en maintenant le cap sur les politiques économiques et budgétaires habituelles ou prendre des mesures ?

- D'une part, préventives tout en tenant compte des programmes de développement déjà engagés, des programmes de soutien et de subvention dans les domaines sociaux qui sont vitaux pour la paix et la sécurité sociale du pays.

- D'autre part, saisir l'opportunité de cette crise pour engager des réformes économiques et sociales profondes, pouvant sortir de façon progressive l'économie du pays de la dépendance pétrolière.

Dans son programme budgétaire 2016, et considérant que la dette extérieure est insignifiante, le gouvernement a choisi, pour le moment, la voie du milieu avec une faible diminution de -9% des prévisions de dépenses, soit 77 milliards de dollars. Avec -3,3% pour le fonctionnement et -16% pour les équipements.

Ce choix nécessitera un recours au Fonds de régulation des recettes dont le solde est prévu être d'environ 30 milliards de dollars à la fin de 2015. Ce choix est basé sur une décision de maintien des investissements publics importants en matière d'infrastructures, y compris ceux déjà engagés, un maintien de tous les programmes sociaux et subventions, y compris dans l'emploi, une réduction des importations à travers la mise en place de licences spécifiques et une réduction des dépenses des administrations. Il est probable aussi que les réserves de change soient mises à contribution dans la mesure où le programme d'importation est constitué en majeure partie par des biens de consommation, des équipements et des services dont dépendent les programmes d'investissement sociaux.

7- Conclusion

On peut conclure en affirmant que l'Algérie a pu à ce jour résister à la baisse des recettes pétrolières grâce à un niveau d'endettement très faible, la disponibilité d'un fonds de régulation et de réserves de change appréciables pouvant couvrir ses besoins sur environ 35 mois.

Elle pourra encore faire face à cette situation en 2016 et 2017 si le prix du baril demeure au même niveau, mais verra ses capacités se réduire rapidement vers 2018, à moins que le prix du baril n'atteigne d'ici là au moins 70 à 80 dollars, un cas trop optimiste à notre avis.

Les mesures prises dans le programme budgétaire 2016 nous semblent insuffisantes dans ce cas au moins pour les raisons suivantes :

- l'incertitude sur le prix du baril ;

- l'augmentation importante de la consommation énergétique nationale, dont 70% sont consacrés aux ménages, au transport et autres consommations sans production de valeur ajoutée, et seulement 30% dans l'industrie. Elle aura tendance à dépasser et même à réduire les exportations, à moins d'une politique énergétique destinée à la réduire, à diversifier sa nature à travers les énergies renouvelables et à en éliminer progressivement la subvention qui ne doit profiter qu'aux citoyens qui en ont vraiment besoin ;

- l'absence d'une stratégie globale concrète destinée à assureur dans les meilleurs délais le développement et la production de nouvelles richesses dans les secteurs industriels, agricoles et les services. Il y a quelques signes positifs à travers des engagements récents du gouvernement, notamment dans le secteur agricole qui devra être à l'avenir et sera certainement le plus gros créateur d'emplois et producteur de produits de consommation. Une autre action salutaire semble aussi avoir été décidée en matière d'assainissement des entreprises publiques qui se comptent par milliers et dont la plupart sont déficitaires.

Mais cela demeure insuffisant parce qu'il faut aussi lancer des chantiers gigantesques en matière de régulation, de lutte contre la bureaucratie, pour améliorer l'environnement des affaires, notamment le partenariat privé public dans tous les secteurs de l'industrie et des services. L'Algérie a les moyens et les capacités de résister pour le moment, mais c'est au futur, un horizon de deux à trois années seulement, plein d'incertitudes, qu'il faut penser à travers les actions d'aujourd'hui. Il est donc temps, si ce n'est trop tard, pour prendre des décisions courageuses, politiques et économiques, en faisant la part de ce qui est stratégique ou non, ce qui est rentable ou non, et par conséquent ce qui doit être préservé et soutenu ou simplement privatisé, encore faudrait-il trouver preneur.

A. A.

(Source données : lois de finances, ONS, Cnis, bilan Sonatrach 2014).

La baisse des recettes des exportations d'hydrocarbures en 2014 a constitué une surprise pour le gouvernement algérien, avec peu d'incidence sur ses politiques de développement. Celle de 2015, qui se traduit déjà par une perte d'environ 40% des recettes prévues, et celle prévisible en 2016 si le prix du baril demeure le même, ont constitué un choc entraînant des mesures nécessaires.

Elle pourra encore faire face à cette situation en 2016 et 2017 si le prix du baril demeure au même niveau, mais verra ses capacités se réduire rapidement vers 2018, à moins que le prix du baril n'atteigne d'ici là au moins 70 à 80 dollars, un cas trop optimiste à notre avis.

Publicité